

Retour de la géopolitique et du power politics

Audition sur les relations transatlantiques, Chambre des Représentants,
Commission Affaires étrangères (16/10/2018)

Tanguy Struye de Swielande

Professeur

UCL

« Jamais les deux continents ne pourront vivre entièrement indépendants l'un de l'autre : il existe trop de liens naturels entre leurs besoins, leurs idées, leurs habitudes et leurs mœurs »

A. de Tocqueville

Voici près de 30 ans, la disparition de la rivalité Est-Ouest, qui avait structuré l'ensemble de l'échiquier international pendant plus de quarante ans, laissait présager l'imminence d'un monde fondé sur une idéologie commune s'appuyant sur la démocratie, le libéralisme économique, l'Etat de droit, les élections et médias libres ou encore le respect des droits de l'Homme. Vainqueur sans combattre, l'Occident était convaincu que la domination inéluctable de son modèle entraînerait, dans son sillage, le déclin des différentes idéologies et antagonismes existants.

Qu'en-est il aujourd'hui ?

L'ordre international libéral est défié aussi bien en interne, qu'en externe. En interne la résurgence des mouvements populistes/nationalistes aux Etats-Unis et au sein de l'Union européenne (UE) affaiblit la relation transatlantique. D'autant plus que la Russie et la Chine étouffent l'Union européenne et les Etats-

Unis en profitant de nos « sociétés ouvertes » (soutien aux partis populistes, désinformations, cyber-attaques), tout en veillant à renforcer le contrôle sur leurs propres « sociétés fermées » et à promouvoir le modèle autocratique dans différentes régions du monde. De plus, la Chine à travers son projet des Nouvelles Routes de la Soie crée une interdépendance économique asymétrique permettant d'exercer des pressions sur certains pays de l'UE pour voter en faveur des positions de la Chine au sein de l'UE ou d'autres enceintes internationales (ex. commission des droits de l'Homme à l'ONU).

Si en externe, l'ordre libéral est rejeté par la Russie et remis en question par la Chine, de nombreux autres pays ne sont plus satisfaits par cet ordre dominé par l'Occident. Les principales puissances qui composent le système international ont cessé en outre d'appartenir à un bloc civilisationnel unique, mais relèvent de plusieurs entités socioculturelles, marquées par des histoires propres et des expériences

singulières. Le facteur identitaire est ainsi susceptible de devenir une source de conflits majeurs entre les sociétés (nationalismes chinois, japonais, russe, turc, indien...) conduisant à la déliquescence du modèle étatique occidental dans un grand nombre de régions.

Le centre du monde se déplace également de l'Europe vers l'Indo-Pacifique, ce qui a des conséquences géopolitiques pour l'UE, étant géographiquement éloigné de cette région et risquant d'être marginalisé sur certains grands dossiers. Qui plus est, entre les grandes puissances (puissances confirmées et émergentes), le jeu des alliances et contre-alliances a débuté, auxquels il faut ajouter les luttes classiques pour les matières premières (lithium, terres rares...) les sphères d'influence (Ukraine, Mer de Chine du Sud...), les menaces non-traditionnelles (terrorisme, cyber...), la domination du système international, etc. Cette conjoncture négative est aggravée par une rivalité entre les grandes puissances qui se déplace vers l'échiquier géoéconomique marqué par le néomercantilisme et le néo-impérialisme, qui se déterminent plutôt par une approche compétitive/coercitive et un jeu à somme nulle. Enfin, les tensions intra-régionales entre autres en Asie et au Moyen-Orient ont relancé une nouvelle course aux armements de la part des puissances dans ces régions.

Ce bouleversement mondial induit une forme de cohabitation forcée, source de tensions entre civilisations, sociétés, communautés pré et post-modernes; tensions également caractérisées par des asymétries entre les différents systèmes de valeurs, modes de représentations et intérêts. L'obstacle majeur auquel l'Occident est actuellement confronté, réside dans l'incapacité à intégrer au cœur des analyses, réflexions et actes,

les réalités sociales, culturelles, comportementales, intellectuelles d'une multiplicité acteurs. L'incompréhension génère le rejet, les catégorisations hermétiques, les simplifications à l'extrême. Chocs des cultures, des civilisations, des savoirs : l'incompréhension serait dès lors totale. Dans une mondialisation où l'ouverture à l'autre, l'invitation au dialogue, et l'acceptation de la tolérance devraient être érigées en principes, ce sont les replis identitaires et les retours vers le refuge du nationalisme qui semblent primer (Inde, Japon, Turquie...). Que ce soit dans le cadre du G20, dans les enceintes de l'ONU, derrière les sourires de façade et multiples déclarations communes d'intention, la méfiance et la suspicion sont les maîtres mots.

Aujourd'hui la Belgique et l'UE sont encore toujours guidées par des concepts tels que sécurité collective, gouvernance globale, ONU, droit humanitaire, pacifisme, etc. Cela est tout à fait louable et les politiques qui en découlent doivent être encouragées. Mais ils ne devraient pas, toutefois, nous aveugler par rapport à la réalité des faits. Il ne sert à rien de prêcher dans le désert et de se prendre pour le nouveau Don Quichotte des relations internationales. L'UE (y compris la Belgique), se refuse trop souvent à prendre des mesures concrètes à l'égard des nouvelles menaces et enjeux dans ce monde en pleine transition. L'Europe est comme le souligne D. Moïsi : « *si occupée à définir sa propre identité que ses priorités sont plus que jamais tournées vers elles-mêmes.* » (Ex. trop grande absence militaire et/ou diplomatique en Ukraine, Syrie, Libye...)

Si l'UE veut tenir sa place dans ce monde complexe, elle a intérêt à rapidement évoluer en ayant recours à plus de réalisme et à moins d'idéalisme et d'utopisme. Le monde est

aujourd'hui en plein milieu d'un processus d'ajustement géopolitique très important, mais l'Union européenne risque bien par cupidité, par naïveté, par utopisme et par un retour dangereux d'un certain populisme manquer le grand rendez-vous de ce début de 21^{ème} siècle.

En définitive, en ce début de 21^e siècle, les bouleversements qui affectent les équilibres géostratégiques constituent un ensemble de défis importants pour les principales puissances internationales, confrontées à la nécessaire redéfinition de leurs objectifs de politique étrangère, voire de leurs ambitions. Il est, aujourd'hui, utile de rappeler les propos tenus par Albert Camus lors de la remise de son Prix Nobel pour prendre la mesure des enjeux auxquels notre monde est désormais confronté: « *Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La miennne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse* ». Le monde restera encore longtemps caractérisé par la confrontation d'intérêts opposés. Aussi la Realpolitik a-t-elle encore de beaux jours devant elle et la citation de R. Aron n'a rien perdu de sa pertinence: « *Le choix en politique n'est pas entre le bien et le mal, mais entre le préférable et le détestable* ».

Quelles réponses apporter pour la Belgique et l'UE ?

1. La relation avec les Etats-Unis reste pour la Belgique primordiale que ce soit dans le domaine économique, normatif ou sécuritaire : ni la Chine, ni la Russie sont une alternative crédible pour le moment ;
2. Malgré la situation interne aux Etats-Unis et les priorités des Etats-Unis en Indo-Pacifique, la Belgique/l'UE et les Etats-Unis doivent

renforcer leur relation et former un bloc uni en raison des réalités géopolitiques et géoéconomiques et de la nouvelle redistribution de la puissance, ce qui sous-entendra entre autres des efforts plus importants en matière de défense de la part de la Belgique et de l'UE. A ce titre, en raison de son siège au Conseil de sécurité des Nations unies en 2019 et 2020 en tant que membre non-permanent, la Belgique pèsera politiquement/diplomatiquement sur les grands dossiers du monde dont l'Iran et le changement climatique ;

3. Encourager non seulement des positions, mais également des actions communes entre Bruxelles et Washington dans des dossiers où les intérêts sont partagés (Syrie, Ukraine, Corée du Nord, Mer de Chine du Sud, Nouvelles Routes de la Soie, relations commerciales avec la Chine), tout en ne reculant pas sur les dossiers qui divisent (changement climatique, Iran) ;
4. Il faut un meilleur partage des tâches, coûts et responsabilités entre Bruxelles et Washington sur base régionale. Ce qui sous-entend de renforcer les institutions européennes afin de parler d'une seule voix, montrer des capacités de leadership (peu probable dans les circonstances actuelles) et redéfinir la relation au sein de l'OTAN (idée de deux piliers) ;
5. La Belgique (et l'UE) doit s'abstenir de s'accrocher à l'ordre libéral dans sa forme actuelle, ce dernier étant en déclin et rejeté dans de nombreuses régions du monde: Tout en défendant nos valeurs (sans les exporter) et nos intérêts, la Belgique (et l'UE) et les Etats-Unis doivent adopter une approche plus pragmatique envers la Russie et la Chine (mais également envers l'Inde, le Brésil...) en tenant compte de certaines de leurs craintes et

demandes (FMI, BM, ONU) afin d'engendrer une société internationale plus intégrative;

6. Pour pouvoir faire face au monde en devenir, la Belgique doit s'accorder à éveiller un nombre toujours plus grand de militaires, diplomates et fonctionnaires aux questions régionales, en les invitant à intégrer la culture, la langue et l'histoire des pays dans lesquels ils œuvreront. Comment déchiffrer Trump, sans maîtriser le Jacksonisme ? Comment comprendre la Chine sans connaître les symboliques cachées du jeu de Go ? Comment étudier la politique étrangère indienne sans analyser le concept de Mandala ? Comment étudier le retour du Japon sur la scène internationale sans étudier le Bushido ? ;
7. Il faut dépasser les événements pour comprendre les tendances. Encourager une meilleure coopération entre le monde politique, la défense, la diplomatie et le renseignement, la société civile et la recherche (politologues, sociologues, anthropologues, économistes, etc.), afin que chacun puisse apporter son expérience dans ses domaines de

spécialisation respectifs et développer une approche multidisciplinaire d'une même problématique. Paul Claudel écrivait « *pour connaître la rose, quelqu'un emploie la géométrie et un autre le papillon* ».

Conclusion

Au final, il importe que la relation transatlantique soit étudiée dans le contexte international actuel et qu'on dépasse l'approche bilatérale. Par conséquent, si nous souhaitons un bloc occidental plus solide et crédible sur la scène internationale, il faudra penser différemment la relation transatlantique et établir de nouvelles bases mettant l'accent sur un leadership partagé qui se traduit dans les faits par une meilleure répartition des tâches, coûts et responsabilités. Cela étant, si l'UE (et donc la Belgique) ne commence pas à *talk the talk, walk the walk*, elle risque de se retrouver de plus en plus isolé sur la scène internationale et devenir un acteur secondaire.



Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.

© 2018 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction : Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux
Université catholique de Louvain
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique
www.cecrlouvain.be

UCL
**Université
catholique
de Louvain**
